



FLASH

Fraktion der Europäischen Volkspartei (Christdemokraten) und europäischer Demokraten im Europäischen Parlament
Group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats in the European Parliament
Groupe du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens) et Démocrates Européens au Parlement européen

Pressedienst - Press Office - Service de Presse

15/11/2006: Les Rapporteurs du Parlement européen appellent le Conseil des Ministres à parvenir à un accord politique sur la directive sur les services de paiement

**CONFERENCE DE PRESSE MERCREDI 15 NOVEMBRE A 15H30
PARLEMENT EUROPEEN STRASBOURG**

Déclaration de Jean Paul Gauzès (PPE-DE), Rapporteur de la commission économique et monétaire sur la Directive sur les services de paiement, avant une conférence de presse commune avec la Présidente de la Commission économique Pervenche Bérès (PSE) et les Rapporteurs fictifs et pour avis Sharon Bowles (ALDE) Giovanni Pitella, (PES) et Mia de Vits (PES).

"Le Conseil doit trouver rapidement une issue au blocage actuel sur le projet de directive "services de paiement". L'incapacité à définir une position commune paralyse les négociations entre le Conseil et le Parlement, alors que cette directive est nécessaire à la mise en œuvre du projet SEPA (Single Euro Payment Area).

La Commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen a approuvé le rapport présenté par Jean-Paul Gauzès le 12 septembre à l'unanimité (moins une abstention). Ce rapport constitue une approche cohérente et équilibrée.

Malgré de nombreux trilogues, nous ne sommes pas en mesure de réaliser de véritables progrès dans les négociations faute, pour le Conseil, d'avoir défini une position commune, en dépit de l'objectif souligné par les conclusions du Conseil du 10 octobre 2006 qui manifestaient clairement le souhait d'obtenir un accord en première lecture avec le Parlement.

Il est urgent que les Ministres qui participeront au prochain Conseil ECOFIN montrent leur capacité de décision ainsi que la flexibilité requise afin de trouver une position commune. Ce n'est qu'à cette condition que les négociations avec le Parlement pourront enregistrer les progrès nécessaires afin qu'un accord en première lecture, auquel le Parlement reste attaché, puisse être conclu dans les premiers mois de la Présidence allemande. Les rapporteurs demandent à la Commission de bien vouloir soutenir ces efforts ainsi qu'à la présidence allemande d'en faire une priorité dès le début de leur Présidence.

Le Commissaire McCreevy a indiqué dans son allocution de ce lundi à Francfort qu'il était favorable à ce que le Conseil des ministres fasse évoluer rapidement ce dossier car le SEPA et cette directive devraient apporter des bénéfices considérables à l'industrie et aux consommateurs. L'industrie, en première ligne pour la mise en place de ce projet, a besoin de connaître avec certitude la teneur du texte consolidé afin de pouvoir engager les investissements technologiques nécessaires. L'aboutissement des négociations relatives à la directive "services de paiement" est donc un pré-requis à la mise en œuvre réussie du SEPA.

Dans son rapport, la Commission des Affaires économiques et monétaires a dégagé un consensus clair qui permet de satisfaire les différents points de vue nationaux et politiques. Les rapporteurs ne comprennent pas pourquoi le Conseil ne peut pas faire de même".

Pour toute information:

Jean-Paul Gauzès MEP Tel: + 333 88 17 57 00

Pervenche Bérés MEP Tel: + 333 88 17 57 77

Sharon Bowles MEP Tel + 333 88 17 52 21

Giovanni Pitella MEP Tel: + 333 88 17 51 59

Mia de Vits MEP Tel: + 333 88 17 57 15